

De la nécessité d'une politique industrielle

Benbraika Abdelouahab
Faculté des sciences économiques
Université de Biskra

ملخص

يهدف هذا المقال انطلاقاً من مقارنة نظرية إلى توضيح ضرورة تبني سياسة صناعية في الدول السائرة في طريق النمو، مع تأكيد تدخل الدولة في هذا الإطار.

Resumé:

Cet article se propose, à partir d'une approche théorique empirique, de montrer la nécessité d'une politique industrielle dans les pays en développement en montrant les motivations de l'intervention de l'Etat, dans un contexte de désengagement et puis en montrant l'opportunité théorique et la faisabilité de la dite politique.

Ces travaux ont certainement influencés les politiques mises en œuvre par les républicains et les conservateurs, respectivement aux EU et en Grande Bretagne, une décennie durant. Sans qu'ils aient la pertinence d'infirmer ces thèses, les chiffres de l'économie britannique et de l'économie américaine ne montrent pas que le moins d'Etat prôné a apporté un changement significatif.

Si les ressources et les emplois totaux sont restés sensiblement autour de la moyenne de l'OCDE en Grande Bretagne, et ont connu un accroissement plus ou moins modéré aux EU, le désengagement de l'Etat a surtout affecté la formation brute du capital fixe.

Tab.(01) Croissance de la formation brute du capital fixe

	1973-1979	1980-1984	1985-1991	1990	1991
Etats-Unis	3.7	1	-0.4	-2.8	-8.5
Japon	2.9	1.2	7.6	9.5	3.4
Allemagne	0.3	0.9	4.5	8.7	6.5
France	1.3	-1.4	4.4	2.9	-1.2
Royaume-Uni	1.1	0.5	3.2	-3.1	-9.9
CE	1.1	-0.7	4.4	4.1	0
OCDE	2.6	0.7	3.2	1.9	-3

Source : Problèmes Economiques N°2319-2320 du 31/03 au 07/04/1993, La documentation française, p.23

Des thèses plus fécondes ont été avancées par d'autres auteurs à orientations post-keynésienne et néo-marxienne.

A.J.SINGH considère que la désindustrialisation « intervient lorsque une économie nationale dans le cours de son développement passe d'une configuration complémentaire à une configuration compétitive avec l'économie mondiale. Les causes ... se ramènent dans tous les cas au fait que l'économie nationale considérée perd ses positions classiques de bonne spécialisation »

sans s'adapter aux «nouveaux secteurs porteurs de l'économie mondiale.⁴ Pour lui un secteur manufacturier puissant est « une incontournable condition de la croissance interne comme de l'équilibre extérieur ». L'auteur introduit dans son raisonnement la notion de secteur manufacturier efficient, mais il rejette une compétitivité similaire à celle des pays du sud-est asiatique, en ce sens que le secteur manufacturier atteint ses objectifs à des niveaux socialement acceptables de production, d'emplois et de taux de chômage.

Une autre thèse de COHEN et ZYSMAN bénéficiant des apports qui lui sont antérieurs met en évidence le conditionnement du passage à la société de services par la maîtrise manufacturière. Les auteurs font valoir trois arguments :

- La perte du savoir-faire manufacturier rend impossible le contrôle de l'offre des services.
- Les services ne permettent pas le rééquilibrage des comptes extérieurs.
- Les revenus de la propriété intellectuelle sont très modestes d'autant plus que les déficitaires sur l'achat des brevets, dits « les followers se muent ...en innovateurs, cependant que les innovateurs de la première phase s'excluant du manufacturing sont en grand péril de s'exclure aussi des innovations – et des produits – de deuxième génération.» Une illustration est fournie de cette thèse dans le domaine de la TVHD ou l'affrontement est entre japonais et européens.⁵ De même le conservatisme britannique des années 80 n'a pas permis d'inverser la tendance. Une étude de décomposition de la croissance pour 7 pays de l'OCDE

montre que l'augmentation nette de la production en Grande Bretagne s'explique par la production du pétrole de la mer du nord.⁶

Pour les pays en développement, les conclusions immédiates à tirer sont :

- L'importance déterminante du secteur industriel pour la croissance interne et l'équilibre externe et à fortiori pour la promotion du développement économique.
- Le tertiaire tend à se développer mais en l'absence d'une industrie performante il subira rapidement un effet de tassement.
- Le libéralisme des institutions internationales n'a pas donné les résultats escomptés dans la majorité des pays en développement.⁷

De ce qui précède nous pourrions aisément conclure à la nécessité d'un secteur industriel conséquent pour les pays en développement dans la perspective d'un développement durable.

Nous allons maintenant examiner l'opportunité d'une politique industrielle.

II- La politique industrielle en question

L'examen de la question relative à la politique industrielle renvoie à une série de trois questions :

- celle de la légitimité théorique de la politique industrielle ;
- celle, qui lui est conjointe, de son efficacité ;
- et enfin, sa faisabilité, dans un contexte d'ouverture sur le marché mondial.

a) La légitimité théorique de la politique industrielle :

Cette question a été pendant longtemps objet à des débats entre économistes et notamment des spécialistes de l'économie industrielle.

Dans la théorie néo classique, la politique industrielle n'a pas sa raison d'être, cependant les travaux de recherches théoriques et empiriques de plusieurs chercheurs, ont fini par donner un statut à la politique industrielle qui la justifie théoriquement. Les arguments qui ont validé ce statut théorique sont les suivants :

- Les externalités et les activités qui génèrent des rendements d'échelle croissants : ce premier facteur est issu des travaux de l'Economie du bien-être (ou économie publique normative). C'est la non vérification de deux hypothèses de l'optimum de PARETO⁸ qui justifie une intervention de l'Etat pour corriger les défaillances du marché. Dans les années 20 A.C. PIGOU a proposé une taxe pour les externalités négatives. Cette solution s'applique aussi aux externalités positives, elle correspond alors à une taxe négative, c'est-à-dire une subvention. Dans le cas du monopole naturel, c'est l'Etat qui supplie le marché dans la régulation des activités par les divers moyens dont il dispose. Dans le cas extrême l'Etat s'approprie, partiellement ou entièrement, ces activités. C'est en se basant sur ces apports de la théorie économique que le secteur public va croître dans les pays à économie de marché.⁹ Ce sont ces justificatifs (théoriques ou de préférence), combinés à d'autres approches, qui sous-tendent le poids de l'action économique publique dans les PED.

- La prise en considération du caractère dynamique des avantages comparatifs, car ils sont socialement construits.¹⁰

b) L'efficacité des politiques industrielles :

A.K.CAIRNCROSS, affirmait que « la présence d'un gouvernement, avant toute intervention, agit sur les coûts comparés »¹¹. La politique macroéconomique et plus généralement la policy-mix d'un Etat a des effets structurants sur l'industrie .C'est alors qu'il faut distinguer l'efficacité des politiques industrielles en tant que paramètre intrinsèque ou l'efficacité de la mise en œuvre des politiques industrielles qui dépend d'un contexte particulier.

Les expériences nationales de mise en œuvre de politique industrielle ont montré que dans plusieurs cas, leur efficacité a été vérifiée. Les expériences européennes et japonaise de reconstruction d'après guerre et plus près de nous , la transition des économies de l'Europe de l'Est , notamment en Allemagne lors de la réunification , montrent dans quelles conditions les politiques industrielles sont mises en œuvre avec efficacité et quels outils ,ces politiques ont instrumenté.

Bien que sa mise en œuvre soit, plus ou moins, identique dans plusieurs pays, il est fort probable que ces expériences ne soient imitables dans les conditions actuelles de mondialisation et d'avènement de l'économie des connaissances. Cette dernière remarque n'empêche pas une demande quasi permanente de politique industrielle dans les pays développés, les pays émergents, les pays en transition ou les PED. C'est la conception des politiques industrielles qui doit évoluer en fonction des changements majeurs qui sont intervenus depuis plus d'une décennie.

Cependant, il ressort des expériences suscitées, que les actions ciblées sont plus fécondes (le cas de l'automobile au Japon, les différents plans en France : le plan calcul, l'aérospatiale, concorde.....) car les actions environnementales, dite politique horizontale, ont des résultats diffus et ne sont pas localisables.

c) La faisabilité des politiques industrielles :

Avant d'aborder la question de sa faisabilité, il faut tout d'abord déterminer le contenu des politiques industrielles et la panoplie d'outils et d'instruments qui ont été utilisés dans plusieurs pays.

Traditionnellement, on distingue entre les politiques verticales ou sectorielles (dites aussi tactiques d'action) et les politiques horizontales ou d'environnement (dites aussi tactiques d'environnement)¹².

A partir d'un document de l'OCDE¹³ consacré à la politique industrielle, on peut relever, sommairement, la diversité des mesures appliquées dans différents Etats, à savoir :

1/ Les mesures de promotion de l'investissement matériel et immatériel :

*mesures fiscales et autres concernant l'investissement matériel

2/ les mesures propres aux secteurs industriels, telles que :

*les aides directes et indirectes,

*les restructurations industrielles,

*la modernisation des secteurs industriels matures,

*les mesures de préservation des secteurs en déclin,

*le soutien des secteurs émergents à marchés porteurs.

- 3/ Les mesures visant à aider les PME (dans plusieurs domaines) ;
- 4/ Politique en matière de concurrence dans l'industrie (y compris la déréglementation) ;
- 5/ Mesures concernant le développement régional ;
- 6/ Politique de protection de l'environnement et politique énergétique liées à l'industrie ;
- 7/ Mesures concernant le commerce et les investissements internationaux ;
- 8/ Coopération entre Etats et intra blocs économiques.

Cependant, l'OCDE¹⁴ note une évolution de la politique industrielle de telle sorte que l'on peut distinguer deux tendances :

Une première tendance vise à améliorer le fonctionnement du mécanisme de marché et corriger ses dysfonctionnements. Elle repose sur des mesures qui visent à neutraliser les obstacles aux activités de R&D dus aux problèmes d'inappropriabilité, à empêcher les externalités en matière d'environnement ou de formation, à atténuer le problème des disparités d'information, à empêcher la création de monopoles ou à faire respecter les droits de propriétés.

L'autre tendance englobe les mesures non ciblées prises en faveur de l'industrie en général, et destinées en particulier à améliorer les intrants dont peut disposer l'industrie. Parmi ces mesures on peut citer les allègements fiscaux en faveur des investissements, les subventions générales à la R&D, les mesures destinées à accroître les qualifications ou à améliorer l'infrastructure et la prestation des services de consultants pour informer les acteurs économiques.

Toutefois, dans la réalité ces deux tendances s'imbriquent pour faire la politique industrielle d'un Etat et qui pourrait contenir, selon les périodes et les conjonctures, des mesures additionnelles car dans le monde de la politique industrielle, le discours est en général en décalage par rapport à la réalité ce qui en fait un monde de faux-semblants ou « chacun pratique – ouvertement ou non – ce qu'il dénie aux autres le droit de pratiquer »¹⁵. Cette réalité est nettement perceptible dans les principaux pays développés de l'OCDE (CE USA JAPON). Au Japon, la politique industrielle est une tradition de longue date. Elle est de nature très explicite et est matérialisée par les relations très étroites entre le monde des affaires (entreprises industrielles et banques) et le célèbre ministère de l'industrie et du commerce extérieur, le MITI. Au Etats-Unis, le changement de la politique économique en 1993 a mis en œuvre une nouvelle politique industrielle très agressive notamment à travers le durcissement de la « législation 301 » et la nomination, pour la première fois d'une économiste industrielle, LAURA TYSON, connue pour ses positions favorables à une politique industrielle explicite et active, en tant que « HEAD of The Council of Economis Advisers ». Pour l'Union Européenne, la politique industrielle, bien que largement répandue, a été occultée dans le Traité de Rome, a fait son apparition dans l'Acte Unique en 1986 et a été encore mieux considérée dans le Traité de Maastricht en 1992. Elle revient, au début du millénaire sous une autre appellation, l'intelligence économique¹⁶. La compétitivité des économies pousse les Etats à préconiser des politiques et des actions, manifestes ou voilées, dans le but de maintenir des positions de domination ou d'amélioration de ces positions. Dans notre pays, quels sont les contours de l'action publique en faveur d'un développement industriel soutenu ?

Références

- ¹ Toutes les citations qui suivront, et sauf indication contraire, sont tirées de B. CORIAT « le débat sur la désindustrialisation : arguments, enjeux et perspectives » in *Economie Appliquée* Tome XLII, 4, 1989 p.37
- ² PH. BANCE « le coût de la non-europe industrielle » in *Annales de l'Economie Publique Sociale et Coopérative* vol.62 n°2 avr-juin 1991 p.212
- ³ CEFI « La méditerranée économique » ed. Economica Paris 1992 p.359
- ⁴ B. CORIAT, op. cit. p.51
- ⁵ La politique volontariste des Démocrates à partir de 1993 a permis aux EU de se rattraper par l'acquisition d'une part de marché concernant la TV haute définition.
- ⁶ OCDE « Changement structurel et performance de l'industrie » ed. OCDE Paris 1992 p.10
- ⁷ Dans la presse, spécialisée ou non, on trouve une masse abondante sur les résultats décevants des programmes de libéralisation. La Banque Mondiale est quelque peu sur les recettes dogmatiques préconisées pour le développement des pays du sud après que J. STIGLITZ (Prix Nobel d'économie et ancien directeur de la Banque) a reconnu les effets désastreux de telles recettes sur les économies en question. La crise qu'a connue l'Argentine en 2001 témoigne de l'ampleur des dégâts que peut provoquer l'ultralibéralisme.
- ⁸ On doit la démonstration de l'Optimum de Pareto à ARROW et DEBREU. Selon cette démonstration il y a défaillance du marché si l'une des deux hypothèses n'est pas vérifiée. Celle qui fait que les coûts privés et les coûts sociaux doivent nécessairement être identiques (les externalités) et celle qui stipule que les prix du marché s'imposent aux agents (le monopole naturel).
- ⁹ Bien que dans certains cas, il ne se justifie pas par la théorie mais par une préférence de la solution publique à la solution du marché, voir J.M. GLACHANT « Idée de nationalisation, analyse économique et entreprises publiques. Eléments de bilan » Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université Paris-1 Panthéon Sorbonne, 1991, pp.
- ¹⁰ Nous n'allons pas s'étaler sur cette question qui sous-tend un débat très ancien mais qui reste d'actualité avec le projet d'adhésion à l'OMC et qui a trait à la division internationale du travail.
- ¹¹ F. PERROUX : "Nation et orthodoxie économique", *Economie Appliquée* Tome XL N°2 1977 pp. 330/331.
- ¹² P. BANCE, op.cit. p.204
- ¹³ OCDE « Politiques industrielles dans les pays de l'OCDE : tour d'horizon annuel 1992 » ed. OCDE, Paris 1992 p.13

¹⁴ OCDE, 1992, op.cit. p14-15

¹⁵ B.CORIAT « Entre politique de la concurrence et politique commerciale : quelle politique industrielle pour l'union européenne ? » in « Politiques industrielles pour l'Europe » La Documentation Française.Paris, 2000p.301

¹⁶ Voir B. CARAYON « Relancer la politique industrielle : enfin », LA TRIBUNE du 10/01/2005.

Bibliographie :

- 1-B.CORIAT « le débat sur la désindustrialisation : arguments, enjeux et perspectives » in Economic Appliquée Tome XLII, 4,1989
- 2-PH. BANCE « le coût de la non-europe industrielle » in Annales de l'Economie Publique Sociale et Coopérative vol.62 n°2 avr-juin 1991
- 3-CEFI « La méditerranée économique » ed. Economica Paris 1992
- 4-D. TADDEI & B. CORIAT « Made in France » ed. Librairie générale française Paris 1993
- 5-OCDE « Changement structurel et performance de l'industrie » ed. OCDE Paris 1992
- 6-J.M.GLACHANT « Idée de nationalisation, analyse économique et entreprises publiques. Eléments de bilan » Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université Paris-1 Panthéon Sorbonne, 1991
- 7-F.PERROUX: "Nation et orthodoxie économique", Economie Appliquée Tome XL N°2 1977
- 8-OCDE « Politiques industrielles dans les pays de l'OCDE : tour d'horizon annuel 1992 » ed. OCDE, Paris 1992
- 9-B.CORIAT « Entre politique de la concurrence et politique commerciale : quelle politique industrielle pour l'union européenne ? » in « Politiques industrielles pour l'Europe » La Documentation Française.Paris, 2000
- 10- B. CARAYON « Relancer la politique industrielle : enfin », LA TRIBUNE du 10/01/2005.
- 11-Problèmes Economiques N° 2319-2320 La Documentation Française Paris 31/03/au 07/04/1993

Bulletin D'abonnement

A remplir et à retourner à:

Social and Human Sciences Review Batna University
05000 BATNA.ALGERIE

NOM : PRENOM.....

Adresse:.....

Ville.....Pays.....

Tarifs \ Pays	Algérie	Etranger
<i>Prix du numéro</i>	300 DA	10 \$ US
<i>Abonnement Annuel</i>	500 DA	20 \$ US

Ci joint mon règlement par: chèque bancaire a l'ordre de:
Association Scientifique des Enseignants de L'Université de
Batna-Algerie. Compte CPA Agence Larbi Tebéssi Batna –
Algérie. 00307 457175194190